



Dachorganisation der Schweizer **KMU**
Organisation faîtière des **PME** suisses
Organizzazione mantello delle **PMI** svizzere
Umbrella organization of Swiss **SME**



137^e Rapport annuel

2016

Editorial	4
------------------	---

Le monde des PME

«On ne peut être leader qu'en innovant»	8
Le courage de l'inventeur	12
helpy.ch : la plateforme d'experts des PME a le vent en poupe	15

Dossiers-clés

Formation professionnelle	20
Politique économique	22
Energie et environnement	24
Développement territorial	26
Mobilité	28
Politique fiscale et financière	30
Politique sociale	32
Politique du marché du travail	34

Organisation

Chambre suisse des arts et métiers	38
Comité directeur	39
Secrétariat	40
Fonds de protection	41

Institutions PME

Femmes PME Suisse	44
Fondation PME Suisse	45
proparis Prévoyance arts et métiers Suisse	46
Institut suisse pour la formation des cadres d'entreprise IFCAM	46

Organes et organisations membres

Comité directeur	48
Présidents et membres d'honneur	49
Chambre suisse des arts et métiers	50
Liste des organisations membres	53

Un modèle de succès renforcé

L'Union suisse des arts et métiers usam s'est engagée avec détermination pour préserver et renforcer le modèle qui fait le succès de notre pays.

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'usam n'a cessé de tout entreprendre pour préserver et renforcer le modèle qui fait le succès de la Suisse. Toujours représentée – après trois changements au Comité directeur – par cinq membres de sa direction aux Chambres fédérales, l'usam a ainsi la chance de faire entendre sa voix pour défendre les intérêts des PME suisses.

La campagne victorieuse menée par l'usam en première ligne pour la construction d'un 2e tube au Gothard va non seulement accroître la sécurité, mais encore garantir une infrastructure durable et raffermir la cohésion nationale.

Au cours des dernières années, les campagnes contre les initiatives 1:12 et sur les salaires minimaux, contre l'impôt successoral et la suppression de l'imposition forfaitaire ont témoigné de la force de frappe de l'usam – qui a pu en fournir de nouvelles preuves durant l'exercice.

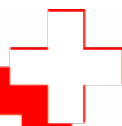
En matière de politique sociale, l'usam a combattu avec succès l'initiative «AVSplus» et le projet de revenu de base inconditionnel, né de l'aveuglement socialiste. Elle a également permis de faire échec aux initiatives «économie verte», pour une sortie précipitée du nucléaire ou en faveur du service public, toutes nuisibles à l'économie.



Photo: André Albrecht

Au nom de l'usam, ils s'engagent sans répit pour préserver le modèle qui fait le succès de la Suisse (de g à d): Rolf Büttiker, vice-président, Jean-François Rime, président, Jean-René Fournier, vice-président, et Hans-Ulrich Bigler, directeur.

tunnel du gothard **Oui**



Arrêt précipité **Non**

Enfin, l'usam s'est investie pour obtenir une mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse favorable à l'économie.

Accent sur la numérisation

En matière de numérisation et de transformation digitale, l'engagement de l'usam dépasse les préoccupations politiques quotidiennes. Essentiellement constituée de PME et toujours mieux établie sur le marché international, l'économie suisse compte parmi les plus innovantes du monde. La numérisation est donc une véritable chance tant pour les entreprises, leurs collaborateurs et leurs clients que pour l'ensemble de la place économique. La Suisse figure en tête des principaux classements internationaux. Ce n'est pas un hasard: la liberté d'entreprise, la

prise en compte des technologies les plus récentes et le système de formation – avant tout la formation professionnelle duale – créent des conditions favorables à l'intégration positive de la numérisation et à une gestion responsable des changements structurels qui en découlent.

Si l'on veut que l'utilisation des instruments numériques continue de se développer de manière positive, il faut donner aux entreprises la marge de manœuvre nécessaire. Il faut supprimer des entraves et réduire les coûts réglementaires inutiles. Le renforcement de la formation, que l'usam a réussi à imposer après des années de lutte, constitue en l'occurrence le meilleur moyen d'assurer l'apport positif de la numérisation à l'économie suisse.

En 2017, l'usam continuera de dé-

fendre résolument les intérêts des 300 000 PME qu'elle représente et de s'engager en faveur d'un marché du travail libéral et d'une place économique suisse compétitive, qui n'a pas à craindre la concurrence internationale.

Le monde des PME







Photo: AMM Künzli Thun Glas- & Metallbau AG

L'entreprise AMM Künzli Thun Glas- & Metallbau AG a d'ores et déjà réglé les questions de succession en associant à sa gestion trois collaborateurs-clés ; de gauche à droite : Noël Jaberg, le directeur Jürg Müller, Bruno Wyssmüller et Sven Wenger.

La société AMM Künzli Thun Glas- & Metallbau AG a acquis en 25 ans une très bonne position au sein de la branche de l'industrie du verre et de la construction métallique. Cette PME dynamique mise sur la continuité, la souplesse, la fiabilité, l'innovation et les nouvelles technologies. Attachant une grande importance à la formation des apprentis, cette entreprise modèle a déjà réglé la question successorale en associant à sa gestion trois collaborateurs de longue date.

« On ne peut être leader qu'en innovant »

« Ouverts, engagés et conséquents, nous serons gagnants » : telle est la devise de la société AMM Künzli Thun Glas- & Metallbau AG. Ce credo, fil rouge de la philosophie de l'entreprise, se traduit par un haut niveau de qualité et de fiabilité, par la fidélisation du personnel et de la clientèle, par une grande capacité d'innovation et une productivité flexible. Comme l'exprime son directeur Jürg Müller : « Notre conviction est que l'estime constitue la base d'une saine création de valeur. » Cette entreprise de Thoun, gérée en famille, est passée de 13 à 40 employés en 25 ans. « La continuité est une valeur qui nous tient à cœur », relève encore Jürg Müller qui, en 1991, a racheté, de concert avec deux partenaires commerciaux, la société fondée en 1954. A partir de 2012, il a dirigé en tant qu'unique

propriétaire l'entreprise Künzli, qui produit et monte des fenêtres, des portes et des façades en verre et en métal. « Nous proposons, ajoute-t-il, une large variété de services qui va du conseil individualisé aux maîtres d'œuvre, architectes et entreprises générales, jusqu'aux travaux de service et de maintenance, en passant par le développement, la planification, la fabrication et le montage ».

Le meilleur est le fruit d'un travail commun

Hormis la qualité et la fiabilité du premier contact jusqu'au dernier tour de vis, l'innovation est une des valeurs auxquelles l'entreprise a toujours aspiré. « Si nous voulons être leaders dans notre segment industriel, nous devons innover. Et cela commence par la transparence de la communication », observe Müller,

qui pense que les projets réussis, les défis quotidiens et les desiderata des clients stimulent les capacités d'innovation des collaborateurs. « Nous tirons tous à la même corde ; ainsi naissent des solutions innovantes dont les clients profitent. » Et il ajoute : « Pour produire ce qu'il y a de mieux, il faut que tous coopèrent et donnent ensemble le meilleur d'eux-mêmes. » L'innovation implique aussi le passage au numérique, dont la mise en œuvre est taillée sur mesure en fonction de l'entreprise au moyen, notamment, d'un progiciel de gestion intégrée (PGI) et d'un programme de gestion de la relation client (GRC). Le flux de travail est notablement amélioré grâce à la liaison numérique entre les machines CNC et les logiciels AVOR. Pour Jürg Müller, l'innovation inclut aussi la formation et le perfectionne-



Photo: AMM Künzli Thun Glas- & Metallbau AG

Une entreprise spécialiste des installations entièrement en verre : de nombreux objets de référence dans la région de Thoun, de Berne et de l'Oberland bernois attestent de la qualité, de la fiabilité et de la capacité d'innovation de l'entreprise de construction verre et métal.

ment. La société, depuis toujours, attache la plus grande importance à la promotion active de la relève professionnelle: «Nous avons formé à ce jour 35 métallurgistes et dix dessinateurs-constructeurs sur métal». Actuellement, sept apprentis sont en formation au sein de l'entreprise. «A l'avenir, nous aurons besoin de professionnels hautement qualifiés. La tâche consistant à assurer à notre relève un bon départ dans la vie professionnelle fait donc quasiment partie de notre cahier des charges.»

La PME de Thoune est également exemplaire en matière de plan de succession. Celui-ci a été mis en place avec succès l'an dernier. «Il est important de régler à l'avance les questions de succession et d'en être convaincu à 100%», affirme Müller. «On attend souvent trop

longtemps et l'on perd ainsi les personnalités-clés de la société, et avec elles le savoir-faire.» Il s'est associé le concours de Sven Wenger, Bruno Wyssmüller et Noël Jaberg, qui participent à l'entreprise à parts égales. «Cette solution précoce doit être une garantie de continuité pour nos clients, nos partenaires commerciaux et nos employés», conclut Müller, qui continue de travailler pour la société en tant que directeur et conseiller technique.

Difficile de rester concurrentiels

La PME évolue dans une branche difficile et en pleine mutation. La force du franc et la pression exercée sur les prix par des métallurgistes de l'étranger proposant directement leurs services en Suisse représentent pour elle un énorme défi. «Il est bien évident que nous ne pou-

vons plus être concurrentiels si un professionnel de l'étranger gagne 1000 à 1200 euros alors que nous devons verser à un nouveau diplômé un salaire minimum de 4200 francs», déclare Müller. Les réglementations légales sont un obstacle quotidien, qui prend du temps et absorbe beaucoup de ressources financières. «Il est étonnant que la politique soit si compliquée et que l'on n'ait toujours pas réussi à mettre un terme à cette pléthore bureaucratique. En tant qu'entrepreneurs, nous aurions besoin d'un tel revirement pour rester concurrentiels». Pour le futur, la jeune équipe motivée de l'entreprise AMM Künzli a encore beaucoup de potentiel et autant de plans en réserve.

Ensemble, nous sommes forts et innovants : clients et collaborateurs doivent sentir à quel point ils sont appréciés. D'où le haut degré de fidélisation atteint par l'entreprise.



Photo: usam, CR



Gilbert Sonnay a inventé une solution originale pour le traitement de l'eau et développé son activité depuis trente-cinq ans. Malgré les hauts et les bas, il continue à chercher et à investir.

Le courage de l'inventeur

Ses premiers brevets datent de 1985. « Notre solution a été développée avec un chimiste, un physicien de l'EPFL et un mécanicien de précision, testée durant de nombreuses années, explique Gilbert Sonnay. Le modèle est naturel, il fonctionne sans sels, sans gaz, sans produits chimiques. Il est basé pour l'essentiel sur l'angle et la vitesse prise par l'eau par rapport aux champs magnétiques. Le liquide reste à l'état ionique et ne sédimente pas. » Suivent des dizaines de pages d'algèbre!

La conclusion vaut son pesant d'or bleu: « En maîtrisant la germination,

nous sommes progressivement parvenus à éviter 80% de la formation de calcaire et 98% de la corrosion. Les concurrents n'y sont pas parvenus, leurs travaux étaient basés sur un modèle théorique différent ». Honnête, il précise: « Si j'ai bénéficié de travaux théoriques préexistants, j'ai en revanche inventé tout seul la propriété antirouille de mon système. »

Une histoire de Géo Trouvetou et d'entrepreneur. Trois décennies durant lesquelles il a tout vécu. Se redressant sur sa chaise, il raconte un épisode traumatisant. « En 1989, je vendais 10 000 appareils en Suisse



Photo: usam, Oth

Sans sels, sans gaz et sans produits chimiques – l'histoire de Gilbert Sonnay est celle d'un Géo Trouvetou moderne et d'un entrepreneur innovant.



Photo: Fotolia

Or bleu : loin devant les produits concurrents, la solution Sonnay permet d'éviter 80 % des dépôts de calcaire et 98 % des dépôts de rouille.

et dans les pays limitrophes, France, Benelux, Allemagne, Italie. A cette époque, je travaillais avec des grossistes. Un beau jour, ils ont voulu m'obliger à leur donner mes brevets. J'ai refusé, bien sûr. La faillite était inévitable... »

La guerre des brevets a eu lieu

Les brevets lui appartenaient. Gilbert Sonnay avait investi ses propres économies, avec sa maison et tout le reste. « Je me suis senti frustré, coincé et trahi, c'était atroce ! » Coup de chance dans ce désastre, par un hasard fabuleux et probablement intuitif, le Broyard avait placé un an avant ses brevets au nom d'un ami

en lequel la confiance était totale. C'est ce qui le sauve et lui permet de redémarrer, à petite échelle. « Lorsque nous avons été obligés de révéler à l'office des poursuites que les brevets n'étaient plus à mon nom, mais à celui de cet ami, il ne restait plus que trois jours de validité à cet accord signé devant notaire. Nous avons bien failli tout perdre... » Un autre ami, généreux de son temps et de son argent, lui permet après dix-huit ans de remettre le pied à l'étrier. Peu à peu, la PME se remet à respirer.

Rien ne prédestinait le fils de ce garagiste, né à Zurich en 1949 et revenu à Echallens, à devenir inventeur.

Le père était mécanicien et passionné par la formation des apprentis. Gilbert reprend le garage paternel (celui du Terminus, à Renens) en 1972. Deux crises pétrolières plus tard, il le revend en 1979 et se retrouve avec une femme, trois enfants, dix-mille francs à disposition et des tas de points d'interrogation. Tout redevient possible. Il commence par vendre des appareils américains qui ne marchaient pas très bien. «A force de les bricoler, j'ai développé mes intuitions sur les raisons pour lesquelles, dans certains cas, cela ne marchait pas. Durété de l'eau, vitesse, largeur du tuyau...»

Si l'invention, l'innovation, la percée technologique, voire la disruption font rêver les entrepreneurs, elles attirent aussi les escrocs. Des his-

toires de requins, il en a vécu d'autres. Sur le mode «Tiens, je vais te voler tes actions!». Mais ce n'est pas mortel, on finit par s'en remettre. Aujourd'hui, il finit de mettre au point un adoucisseur d'eau sans sel et sans perte d'eau, qu'il s'apprête à commercialiser. Des contacts ont été pris avec des investisseurs. Tout est ouvert. Et il a plein d'idées dans la tête pour la suite. «Je vais dans mon labo et je fais des essais.»

Observer et déduire, comme des gammes

Et on continue à tester, à expérimenter, à essayer, au grand dam de son entourage, des amis, de la famille qui... finalement se mettent eux aussi à y croire. Selon Gilbert Sonnay, il reste un gisement de potentiels d'amélioration de 30% à

chercher dans des domaines hybrides comme les matériaux, la physiologie humaine, la géobiologie, la radiesthésie et pourquoi pas, la mémoire de l'eau. Ne rien exclure, observer, observer, observer encore, déduire, réessayer et retenter le coup. Comme les gammes en musique, c'est au jour le jour que cela se joue...



Gilbert Sonnay développe actuellement un adoucisseur d'eau sans sel et sans perte d'eau, dont la commercialisation ne devrait plus tarder.

Phénomène qui transforme les modèles d'entreprise, les processus et les modes de communication, la numérisation est particulièrement opportune pour les PME. Par le biais de nouveaux réseaux et plateformes numériques, l'échange de connaissances et d'expériences peut être amélioré, ce que propose précisément helpy.ch, plateforme d'experts lancée en 2016 par la Fondation PME Suisse et l'usam. Ayant réuni plus de 30 experts et 20 000 utilisateurs en un an seulement, cette initiative des PME répond clairement à la question de la mise en réseau à l'ère du numérique.

helpy.ch: la plateforme d'experts des PME a le vent en poupe

« Sur helpy.ch, nous recommandons aux PME une présélection d'experts, auxquels elles peuvent s'adresser pour des questions spécifiques ou des conseils d'ordre général », résume Bernhard Salzmänn, directeur de la Fondation PME Suisse. « Le premier contact est gratuit et sans engagement. Si l'on veut éviter d'avoir à tout chercher soi-même et à cliquer sur un nombre incalculable d'entrées Google, on trouve sur helpy.ch des personnes fiables en mesure d'apporter une aide simple et directe face aux questions et difficultés les plus importantes. Cette offre a été fort bien accueillie », se réjouit Salzmänn. « Lancée en mai 2016, la nouvelle plateforme comptait plus de 20 000 utilisateurs à la fin de l'année. »

La plateforme des PME pour les PME

La plateforme web helpy.ch est exploitée et gérée par la Fondation PME Suisse. « Le but de la Fondation est l'échange de savoir-faire et la promotion de l'esprit d'entreprise. Nous ne sommes pas un prestataire

commercial, ce qui nous distingue d'autres plateformes et confère de la crédibilité à helpy.ch », relève Bernhard Salzmänn. « Dans les divers secteurs économiques, on compte, parmi les PME suisses, des entreprises de premier plan. Créer des liens et promouvoir les échanges entre elles, tel est notre but. »

Les échanges doivent concerner un maximum d'entreprises

Ces échanges via helpy.ch doivent se faire à une très large échelle et impliquer le maximum d'entreprises possible. La plateforme helpy.ch est ainsi ouverte à d'autres entreprises qui se profilent et entendent profiter de la communication, des échanges et de la publicité auxquels elle donne accès. Ce profil de partenaire, les entreprises intéressées peuvent l'établir en ligne à l'adresse www.helpy.ch/partner-werden/. La cotisation annuelle de 500 francs est directement investie dans la commercialisation et la communication de helpy.ch. Bernhard Salzmänn commente en ces termes la stratégie de helpy.ch: « Une plateforme doit être vivante et

générer beaucoup d'activités. C'est à cette seule condition qu'elle touchera un nombre suffisant de PME et profitera aux entreprises ».

Le réseau, une chance pour les PME

Pour les PME, qui ne disposent pas de grands départements de spécialistes traitant des sujets les plus divers, les réseaux jouent un rôle important. Il est de plus en plus fréquent que ces entreprises se connectent non seulement avec des réseaux traditionnels, comme ceux des unions des arts et métiers, mais encore avec des plateformes numériques. « Dans chacune de leurs activités, les PME sont très souples et très proches du marché. La conjugaison de tous ces savoirs d'experts recèle un important potentiel », souligne Salzmänn. Les plateformes numériques comme helpy.ch permettent d'améliorer les échanges en les rendant plus rapides et accessibles de partout. » Loin de se substituer purement et simplement aux réseaux traditionnels, elles les élargissent et les optimisent.

Sur la plateforme helpy.ch, les PME trouvent à leur disposition, pour un premier conseil gratuit, des experts spécialisés dans les domaines suivants :



Marcel Egger
1 2 Business Innovationen
Innovation commerciale –
Valeur ajoutée



Hans Jürg Domenig
Ansatz AG
Achat et vente d'entreprises



Thomas Argast
Argast & Argast Beratung
Engineering
Automation



Karin Argast
Argast & Argast Beratung
Engineering
Automation



Daniela Gullo Ehm
Artisana
Promotion de la santé



Carsten Pohland
CP-Managementberatung
GmbH
Stratégie d'entreprise



Lahor Jakrlin
Fruitcake Werbung+Presse AG
Marketing/Communication/Web



Christine Kohli
Fruitcake Werbung+Presse AG
Marketing/Communication/Web



Ignaz Furger
Furger und Partner AG
Développement de stratégies



Jürg Zumbrunnen
IdeeTransfer Bern-West GmbH
Développement de l'entreprise et
du personnel



Philippe Baumann
integratio GmbH
Protection et sécurité des
données/IT compliance



Jörg Sennrich
Netzwerk KMU Next
Successions



Michael Krähenbühl
proparis
Solutions de prévoyance



Jürg Steudler
Regardez! Entertainment GmbH
Animations, films & vidéo
marketing



Mauro Renggli
Renergy GmbH
Achat d'électricité et de gaz



Manuel Bächli
STARTUP PARTNER GmbH
Création d'entreprise/Start-up



Alwin Meyer
swisspeers AG
Financement non bancaire



Clément Graf
Switzerland Global
Enterprise
Internationalisation



Willy Graf
VVK Vorsorge- und
Vermögenskonzepte AG
Planification de la retraite



Volker Strohm
WIR Bank Genossenschaft
Financement / Banques



Anna Kämpfer
 studer + raimann ag
 E-Learning/Gestion des
 apprentissages et du
 savoir



Martin Studer
 studer + raimann ag
 E-Learning/Gestion des
 apprentissages et du
 savoir



Marcel Gross
 DECURTINS & GREBER
 Législation économique
 et fiscale



Daniel Stucki
 DS Management
 Consulting GmbH
 Numérisation



Rochus Burtscher
 Energie-Agentur der Wirtschaft
 (EnAW)
 Gestion de l'énergie/Efficacité
 énergétique



Thomas Christen
 excellis consulting gmbh
 Placement de main-d'œuvre



Martin Thomann
 FMP Fuhrer Marbach & Partners
 Droit des contrats, des marques,
 des brevets/Swissness



Jürg Schaad
 JES Teaching AG
 Gestion de projets



Lucie Jungi-Saner
 Jungi & Partner
 Gestion opérationnelle



Harry Kocher
 KOCHER-CONSULTING
 Versicherungstreuhand AG
 Questions d'assurances



Jean-Pierre Zarbo
 KOCHER-CONSULTING
 Versicherungstreuhand AG
 Questions d'assurances



Martin Zwahlen
 Droit du travail et médiation



Claude Federer
 Schweizerischer Verband
 Creditreform (Genossenschaft)
 Gestion du recouvrement, des
 risques et des créances



Urs Häusermann
 SIU – Schweizerisches
 Institut für
 Unternehmensschulung
 Formation professionnelle
 et continue

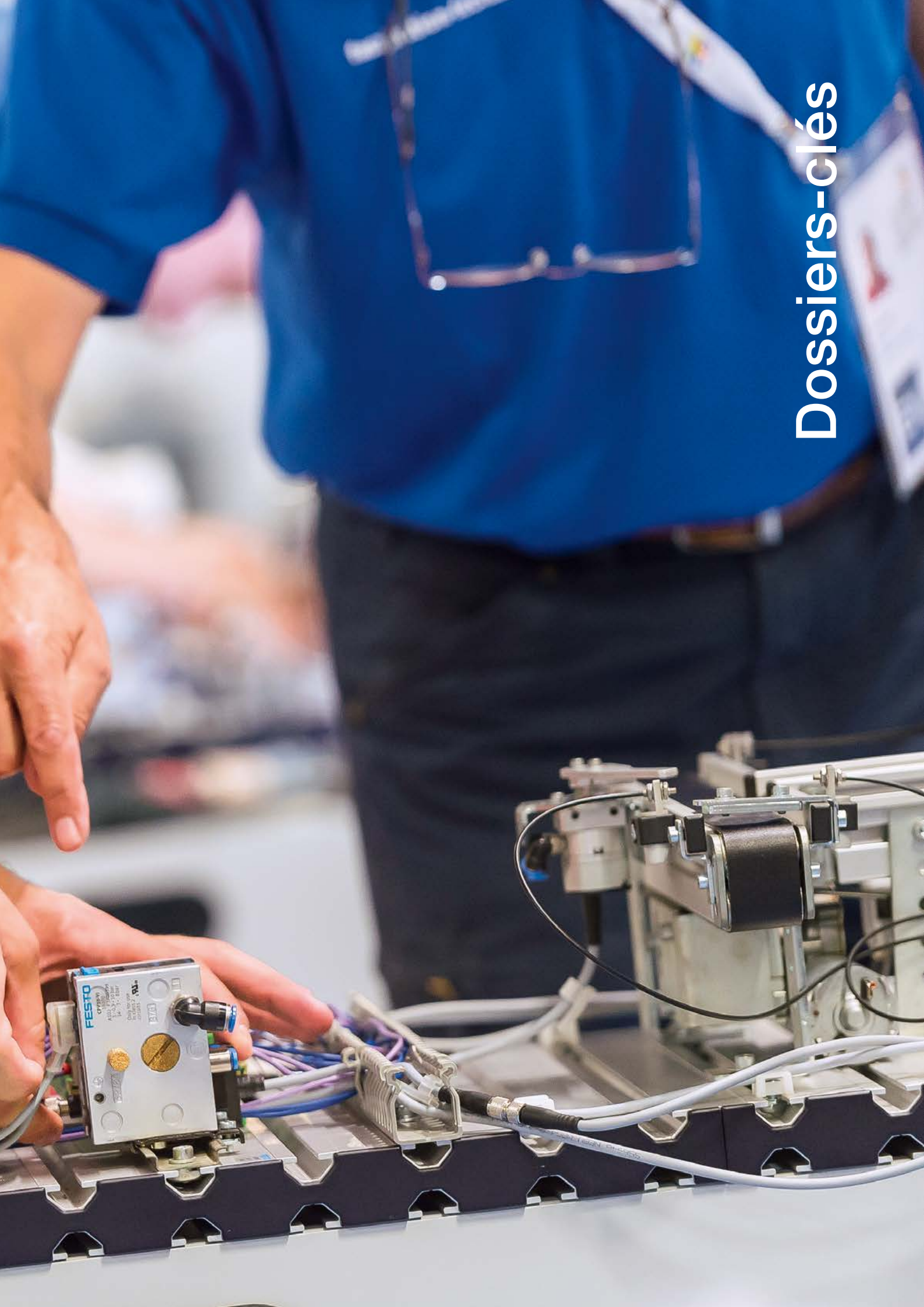


Beat Koller
 sme partners ag
 Restructuration et assainissement





Dossiers-clés



Un franc succès pour la formation professionnelle supérieure



Photo: André Albrecht

Les profils d'exigences permettent d'améliorer la préparation au choix professionnel.

Les efforts déployés depuis des années par l'Union suisse des arts et métiers usam pour renforcer la formation professionnelle supérieure (FPS) s'avèrent enfin payants : le Parlement a décidé d'allouer quelque 400 millions de francs pour la soutenir ces prochaines années. Un premier grand succès pour l'usam et la formation professionnelle supérieure.

Pour la FPS, 2016 a été une année faste. Grâce à la persévérance de l'usam, le message du Conseil fédéral relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation prévoit enfin les fonds requis depuis 2009 pour renforcer la FPS. Inscrits dans la loi sur la formation professionnelle, 365 millions serviront ainsi à financer les cours de préparation aux examens professionnels et professionnels supérieurs durant la période 2017–2020. Le financement individuel est un nouveau modèle, dont la mise en œuvre et les effets sont encore largement méconnus. En dépit des progrès enregistrés, l'égalité de traitement (art. 63a al. 3 Cst.) n'est pas encore réalisée. Concernant les titres en anglais, l'usam continue de

se battre. La négociation d'accords avec les autres pays germanophones est toujours en cours.

La formation professionnelle initiale est primordiale pour les associations professionnelles

Malgré des critiques, la mise en place du « Lehrplan 21 » en tant que base harmonisée de la formation professionnelle initiale va bon train dans la plupart des cantons. Les profils d'exigences, mis en ligne à la page www.anforderungsprofile.ch, sont de plus en plus pris en compte, ce qui permet enfin d'améliorer la préparation au choix d'un métier. Ainsi, dans l'espace de formation de la Suisse du Nord-Ouest, des exercices scolaires permettant un bilan de la situation sont élaborés à partir

des profils d'exigences. Via le projet du SEFRI visant à améliorer la préparation au choix professionnel, les profils d'exigences seront en outre étendus aux collèges de longue durée et à l'ensemble du degré secondaire II. Par ailleurs, l'usam s'est engagée pour que les organisations du monde du travail (OrTra) soient renforcées et qu'elles jouent le rôle de partenaires égaux face à la Confédération et aux cantons. Les «conférences OrTra», créées par l'usam et vouées à des thèmes spécifiques, sont une plateforme idéale à cet effet. Concernant le nouveau cadre national des certifications, le SEFRI a décidé de simplifier la classification des diplômes professionnels reconnus. Les écoles supérieures sont généralement classées au niveau 6 – celui de «bachelor» au niveau universi-

taire – et les examens professionnels et de maîtrise entre les niveaux 5 et 7, chaque diplôme étant examiné individuellement. Cela permet aux associations professionnelles de positionner également leurs diplômes au niveau international.

En 2018 auront lieu les prochains championnats suisses des métiers. Dans leur organisation, l'usam fait toujours valoir les intérêts des OrTra. Les championnats nationaux des métiers sont une occasion de présenter tous les métiers à l'œuvre et en concours.



Photo: André Albrecht

En 2018, toutes les professions pourront une nouvelle fois se montrer à l'œuvre et en concours lors des prochains Championnats suisses des métiers.



Lors de sa conférence de presse du 11 février 2016, l'usam a exigé une réduction systématique des coûts réglementaires.

Politique économique

Freiner immédiatement les coûts réglementaires

Depuis la fin des années 90, le législateur est plus acharné que jamais. Malgré toutes les belles promesses, la promulgation de nouvelles lois, ordonnances, directives et normes légales continue sans relâche. L'usam veut un revirement; elle a proposé un frein aux coûts de la réglementation.

L'Union suisse des arts et métiers usam réclame systématiquement une réduction des coûts réglementaires inutiles. Elle a déjà présenté plus de cent propositions dans ce sens. Si le Conseil fédéral et le Parlement les acceptent et en appliquent certaines, ce n'est hélas qu'avec une extrême lenteur. Dommage, car la Suisse gaspille ainsi 10 % de son PIB, soit 60 milliards de francs par an!

Il faut donc freiner les coûts réglementaires avant qu'ils n'apparaissent. Comment s'y prendre? L'usam a proposé d'introduire un frein ad hoc. Elle a aussi gagné du terrain dans la mise en œuvre parlementaire.

Comment ce frein fonctionne-t-il?

C'est un mécanisme en trois phases: d'abord, toute réglementation doit comporter une étiquette de prix. Celle-ci doit être clairement et distinctement communiquée, ce qui signifie que tout nouveau projet doit préciser, lors de la consultation déjà, les coûts qu'il engendrera. A chacune des parties prenantes d'en évaluer l'utilité. Mais les coûts sont objectifs. Raison pour laquelle l'étiquette de prix indique les coûts bruts.

Ensuite, un organe indépendant doit confirmer l'étiquette de prix ou en demander la correction. Une autorité indépendante de l'administration vérifie que les coûts bruts ont été



Photo: Services du Parlement 3003 Berne

Le projet de frein aux coûts réglementaires proposé par l'usam reçoit un accueil favorable au Parlement.

correctement calculés. C'est une incitation à communiquer l'étiquette de prix avec un maximum d'indépendance par rapport aux intérêts politiques. Le Parlement a déjà accepté ces deux premiers points.

Reste la pièce maîtresse

Troisièmement, et c'est le plus important, les réglementations dont les coûts dépassent un certain seuil ou concernent plus de 10 000 entreprises doivent recevoir l'aval d'une majorité qualifiée lors du vote final au Parlement. C'est la condition sine qua non pour que le frein fonctionne, à l'instar des autres mécanismes politiques que sont le frein aux dépenses et le frein à l'endettement.

Il est certes toujours possible d'accepter toutes les réglementations et d'occasionner les coûts qu'elles induisent. Mais cela suppose de rallier de larges majorités au Parlement, et c'est donc nettement plus difficile. Cette troisième composante reste toutefois une musique d'avenir. Une intervention est pendante à ce sujet. Mais elle n'est pas encore acceptée, à la différence des deux premiers éléments. La tâche principale, en 2017, consistera à mettre en place ce mécanisme.

Le frein en question n'offre toutefois aucune garantie absolue contre les coûts réglementaires. Une mesure d'accompagnement est donc nécessaire: la Confédération doit ré-

examiner ses tâches et attributions. Et la taille de l'appareil étatique doit enfin être réduite. S'il est vrai que ce n'est pas l'œuf de Colomb, il reste que les cartes de navigation sont sur la table, indiquant la voie à suivre pour mettre un frein aux coûts de la réglementation.

Sous le signe de la stratégie

La nouvelle loi sur le CO₂ et la stratégie énergétique ont été au centre de l'attention en 2016. Il ne s'agit pas seulement de nouvelles lois, mais aussi de stratégies en matière d'utilisation des ressources. Sont-elles pertinentes ?

Suite à l'accord de Paris et vu l'échéance de la loi actuelle sur le CO₂ en 2020, les travaux relatifs à la nouvelle loi sur le climat ont démarré. On continuera de s'appuyer sur des outils éprouvés : normes techniques, taxe sur les combustibles et objectifs d'émissions dans le secteur de la mobilité. D'ici à 2030, la Suisse entend réduire de 50 %, par rapport à 1990, le total de ses émissions de CO₂.

Stratégie des résultats

Certes, l'usam approuve l'accord de Paris, notamment parce qu'il prévoit des outils très souples dans

le domaine environnemental. Sur le fond, l'objectif de réduction de la Suisse a également été approuvé en consultation interne. Le problème, comme si souvent, reste le coût de la nouvelle loi proposée et le peu de liberté qu'elle laisse aux entreprises. Le doublement forfaitaire du taux maximal de la taxe sur le CO₂ est inacceptable pour les entreprises. Confier à l'Etat la tâche de choisir les entreprises souhaitant participer à des programmes d'amélioration de l'efficacité énergétique est également peu réaliste. L'usam veut que le plus grand nombre possible y participe. C'est le seul moyen de



Photo: Fotolia

L'efficacité énergétique a la cote. La participation de nombreuses entreprises aux projets permet d'atteindre des objectifs climatiques ambitieux.



Photo: Fotolia

L'environnement et l'énergie sont des domaines prioritaires pour les PME suisses – domaines qui doivent faire l'objet d'une approche intégrée.

réduire les émissions de CO₂. L'usam veut une politique climatique pragmatique, suivie de résultats.

Energie et stratégie

Si la nouvelle loi sur le CO₂ n'en est qu'à ses balbutiements, la première étape de la stratégie énergétique 2050 a été adoptée. Dans la situation actuelle, parler de « stratégie énergétique » est sans doute quelque peu exagéré. Il s'agit plutôt d'une révision plus importante de la loi sur l'énergie, qui table pour l'essentiel sur des outils déjà connus, dont certains sont éprouvés, d'autres moins ou pas du tout.

L'usam n'a certes pas réussi à empêcher une nouvelle augmentation des subventions et des taxes. Mais grâce à elle, pour la première fois dans la politique énergétique suisse, un scénario de substitution au subventionnement a été fixé par la loi. L'usam a aussi réussi à remanier de façon plus réaliste certains objectifs trop ambitieux pour 2050. Enfin, les incitations fiscales à l'investissement

en matière d'efficacité énergétique des bâtiments ont été largement accrues. Au final, les avantages de la révision l'emportent légèrement sur les inconvénients.

Stratégie de la souplesse

Le leitmotiv de l'usam s'applique tout particulièrement au domaine de l'environnement et de l'énergie. Il faut réduire les coûts réglementaires actuels et éviter de nouveaux coûts. Pour les PME, l'environnement et l'énergie sont des questions prioritaires. Et en termes d'utilisation des ressources, l'efficacité exemplaire des entreprises profite à l'économie suisse.

Pour que ces interactions fonctionnent au mieux, les entreprises doivent disposer d'une bonne marge de manœuvre. La politique peut aussi fixer des objectifs ambitieux. Dans cette perspective, elle doit offrir aux entreprises de la souplesse, car pour atteindre l'objectif la voie est aussi individuelle que l'est une stratégie d'entreprise.

Aménagement du territoire, travaux en cours

Après un bilan positif des combats menés en politique d'aménagement du territoire en 2015, l'année 2016 a été ponctuée par les travaux de préparation aussi bien de la révision de la Lex Koller que des rapports des groupes de travail qui se sont penchés sur la 2^e étape de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire. L'usam a fixé ses priorités pour 2017: continuer à promouvoir activement la densification du territoire bâti, éviter à tout prix un renforcement de la Lex Koller et suivre de près la finalisation des travaux des groupes d'experts de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire 2 (LAT2).

2^e révision de la loi sur l'aménagement du territoire

Le projet de deuxième révision de la LAT a été suspendu en mai 2015 grâce aux prises de position univoques des cantons et des milieux économiques. Suite à cette suspension, le Conseil fédéral a admis qu'il était nécessaire de laisser le temps aux cantons d'appliquer la première étape de la révision. Les lignes directrices de la suite des travaux avaient été exposées fin 2015. Jugé qu'il n'y avait pas d'urgence nécessaire d'entreprendre une nouvelle révision globale, le Conseil fédéral s'est limité à trois thèmes: les constructions hors zone à bâtir, la planification en sous-sol et l'aménagement du territoire dans les espaces fonctionnels. Quant au thème

initialement prioritaire de la protection des surfaces d'assolement, il a été dissocié de la nouvelle version du projet pour être traité séparément par un groupe d'experts – groupe auquel l'usam a participé activement dans le but d'éviter une protection absolue des sols et de mettre la pesée des intérêts au centre du débat. Elle est aussi conviée aux auditions du groupe de travail sur la construction hors zone à bâtir, où elle prône une clarification des textes dans le but d'opérer une séparation claire entre zones constructibles et zones non constructibles. Les groupes de travail de la LAT2 sont en pleine réflexion et livreront leurs rapports au cours de l'année 2017.



L'usam s'est donné pour but de continuer à promouvoir activement la densification du milieu bâti.



Photo: Fotolia

L'année 2016 a été consacrée à la préparation de la révision de la Lex Koller et aux rapports des groupes de travail concernant la deuxième étape de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire.

Lex Koller

En 2014, le Parlement avait rejeté deux motions qui prévoyaient un renforcement de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Alors que l'on croyait les deux objets définitivement liquidés, le Conseil fédéral a donné son accord à l'ouverture d'une consultation reprenant les points principaux desdites motions: l'abolition du droit des investisseurs étrangers d'acquérir des sociétés immobilières suisses cotées en bourse et l'interdiction d'acquisition d'immobilier commercial en Suisse par des personnes à l'étranger.

La procédure de consultation qui avait été annoncée pour décembre 2016 n'est toujours pas ouverte. Il

s'agira pour l'usam de combattre le renforcement de la loi avec un lobbying actif et ciblé, afin de sauvegarder un climat accueillant aux investissements étrangers, primordial pour la plateforme économique suisse.

Dossiers-clés

2016, année cruciale pour l'infrastructure routière

2016 a été une année cruciale pour l'infrastructure routière. Le 28 février, le peuple suisse a approuvé, par 57 % des voix, le projet de tunnel de réfection du Gothard. Les deux Chambres ont délibéré du Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), objet de la votation populaire du 12 février 2017.

L'Union suisse des arts et métiers usam, en première ligne dans la campagne de vote, se félicite du résultat favorable du scrutin concernant le tunnel de réfection. En service depuis 1980, le tunnel routier du Saint-Gothard requiert indiscutablement un assainissement. Le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé de construire un second tube pour absorber, durant les travaux, le trafic passant par le tunnel actuel. Les travaux achevés, la circulation sera sécurisée, dans deux tubes à sens unique. Comparée aux variantes qui proposaient une installation provisoire de transbordement route-rail, la construction d'un second tube est la solution qui, sans

conteste, offre le meilleur rapport coût-bénéfice. Après le référendum rose-vert et une campagne intense, le peuple suisse a clairement opté pour cette solution raisonnable, la construction d'un second tube, qui permettra, pendant la durée des travaux, de maintenir la liaison, capitale pour l'économie nationale et régionale, entre le nord et le sud. Le « oui » du souverain reflète la fermeté de son engagement en faveur du Tessin et de la cohésion nationale.

Garantir le financement des routes profite à tous

Le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) marque un pas décisif vers un finan-



Photo: usam, CR

Le « oui » au tunnel de réfection du Gothard a été un grand succès de l'année 2016. Des actions dynamiques, comme la distribution de prospectus en gare de Berne, ont convaincu les citoyens.



Disposer d'une bonne infrastructure routière est essentiel pour les PME.

cement des routes sûr et durable. Il constitue une assise propre à garantir un financement stable des travaux d'entretien et d'aménagement du réseau routier national, pour le bien, notamment, des arts et métiers. Dans les agglomérations, le réseau routier national et les capacités de transport ont en effet atteint leurs limites. D'où les goulets d'étranglement et embouteillages que l'on sait et qui, pour les chefs d'entreprise, leurs collaborateurs et toute la population, se chiffrent en milliers d'heures improductives. En 2015, la population suisse a perdu 22 828 heures dans des embouteillages, soit 6% de plus qu'en 2014. Toutes les régions profiteront du nouveau fonds et des futurs projets.

La première urgence est toutefois de remédier aux goulets d'étranglement en Suisse romande et dans la région zurichoise. Il est vital, pour la place économique suisse et les PME, de disposer d'infrastructures de transport performantes. Un «oui» au FORTA procurera à la route les mêmes garanties financières que celles que le rail a déjà obtenues du peuple et des cantons le 9 février 2014, par l'acceptation du Fonds d'infrastructure ferroviaire. Le scrutin est fixé au 12 février 2017. Seule ombre au tableau, en 2016: le rejet de l'initiative dite «vache à lait», alors qu'un «oui» aurait permis un financement équitable des transports sans hausse du prix de l'essence.

Fiscalité et finances publiques suisses en passe à de profondes mutations



Lors de la conférence de presse du comité interpartis tenue le 29 novembre 2016, un large front s'est exprimé en faveur de la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

De nombreuses réformes fiscales déjà entamées ont marqué l'année 2016. La RIE III, la réforme de l'imposition du couple et de la famille, la révision de la TVA ou encore la réforme de la fiscalité écologique. Les finances fédérales ont fait l'objet d'âpres discussions durant l'exercice et le programme de stabilisation 2017–2019 est déjà dépassé. De nombreuses interventions parlementaires visent à mieux maîtriser les coûts réglementaires et la diminution des tracasseries administratives pour les entreprises.

RIE III et TVA

La troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), qui supprime l'imposition réduite des holdings, sociétés de domicile et sociétés mixtes, vise à promouvoir notamment l'innovation par des mesures de remplacement acceptées sur le plan international. Cette réforme a fait l'objet d'âpres discussions au Parlement et a été combattue par référendum; le peuple se prononcera le 12 février 2017. La révision partielle de la TVA présentée par le Conseil fédéral début 2015 a été adoptée par le Conseil national et le Conseil des Etats durant la session d'automne 2016. Les changements apportés à

la loi sur la TVA permettront en particulier de supprimer les désavantages concurrentiels liés à la TVA que les entreprises suisses subissent par rapport à leurs concurrentes étrangères. L'usam continue de s'engager pour l'introduction d'un taux unique de TVA.

Réforme de l'imposition du couple et de la famille

L'initiative populaire «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage» a été rejetée le 28 février 2016. L'usam s'est engagée avec succès contre ce projet. En dépit de la décision populaire, le débat concernant l'élimination de l'inégalité

de traitement entre couples mariés et concubins vivant dans la même situation financière est relancé. Le Conseil fédéral tentera une nouvelle fois d'élaborer un projet visant à supprimer cette inégalité.

Finances publiques et coûts réglementaires

Du côté des finances fédérales, les délibérations sur le programme de stabilisation 2017–2019 ont été vives. Du fait de la forte hausse des dépenses constatée ces dernières années, le frein à l'endettement doit aujourd'hui faire l'objet d'une surveillance beaucoup plus stricte. Le programme de stabilisation tel que

présenté au Parlement et traité par ce dernier implique des corrections indispensables pour retrouver l'équilibre budgétaire et respecter le frein à l'endettement. En matière de coûts réglementaires, un frein à la réglementation et des mesures plus particulières présentées en 2016 par le biais de motions et d'interventions parlementaires devront être mises en place.



Photo: usam, lr

La RIE III doit permettre à la Suisse de rester compétitive sur le plan fiscal.

La prévoyance vieillesse face à des choix décisifs

Les problèmes de financement de la prévoyance vieillesse sont de plus en plus évidents. Des réformes sont inévitables. Que le Parlement trouve des solutions acceptables pour une majorité, rien n'est désormais moins sûr. Des difficultés s'annoncent aussi du côté des prestations complémentaires et de l'assurance-invalidité.

Le peuple suisse a clairement rejeté, par 59% des voix, l'initiative de la gauche «AVSplus», qui demandait une hausse de 10% des rentes AVS. Il se montre ainsi fermement opposé à l'extension, difficile à financer, de la prévoyance vieillesse selon le principe de l'arrosoir.

Prévoyance vieillesse au bord de la ruine

Au Parlement, deux conceptions très différentes s'opposent concernant la réforme Prévoyance vieillesse 2020. Pour compenser les effets d'une baisse du taux de conversion, le Conseil national prévoit exclusive-

ment des mesures touchant la prévoyance professionnelle, ce qui est correct d'un point de vue politique. Mais le projet qui inquiète l'usam est celui de supprimer purement et simplement la déduction de coordination, ce qui engendrerait des surcoûts, notamment pour les bas salaires, et menacerait des milliers d'emplois. Malgré le net rejet de l'initiative «AVSplus», le Conseil des Etats reste persuadé de la nécessité de relever de 70 francs les nouvelles rentes AVS et de fixer à 155% le plafond pour les couples. Quant au frein à l'endettement, que l'usam préconise depuis longtemps, il y est carré-



Photo: Fotolia

Le Parlement débat des solutions visant à réformer la prévoyance vieillesse.

ment opposé. S'il s'en tient à sa solution, la réforme Prévoyance vieillisse 2020 est menacée de débâcle. Car l'UDC, le PLR et les autres faitières de l'économie, ont, comme l'usam, clairement fait comprendre que, pour eux, il est hors de question d'étendre l'AVS selon le principe de l'arrosoir.

Le Conseil fédéral a assuré maintes fois que le déficit structurel de l'AI serait éliminé avant l'expiration, fin 2017, du financement additionnel. Ce n'est pas ce que disent les chiffres. Mais cela ne semble pas dissuader le Conseil fédéral de préparer une réforme génératrice de coûts supplémentaires, du moins dans un premier temps. Il est certain que l'usam combattra un tel projet.

Menace sur les retraits en capital LPP

Les dépenses concernant les prestations complémentaires sont en très

forte augmentation depuis belle lurette. Pour y remédier, le Conseil fédéral entend limiter les possibilités de retrait en espèces sur les fonds de prévoyance. L'usam s'y oppose avec force: le potentiel d'économie serait faible, mais le dommage économique serait considérable. Sans l'utilisation de fonds de prévoyance, de nombreuses entreprises aujourd'hui prospères n'auraient jamais vu le jour.

Dans le secteur de la santé, le conseiller fédéral Berset semble avoir de plus en plus de peine à lancer des réformes aptes à rallier une majorité. Ses propositions, tant en vue de réduire les franchises à option que de réaménager les régions de primes, se sont heurtées à une forte opposition et ont dû être écartées.

L'usam s'oppose à la limitation du versement en espèces des avoirs de prévoyance. Sans eux, de nombreuses entreprises n'auraient jamais vu le jour.





Photo: André Albrecht

L'année 2016 a mis quelques obstacles au régime libéral du marché du travail.

Politique du marché du travail

Menace sur le régime libéral du marché du travail

L'année 2016 n'a pas été faste pour le régime libéral du marché du travail. Avec la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse (IIM), les employeurs, dans certaines conditions, seront dorénavant tenus, sur demande des offices régionaux de placement (ORP), de recevoir les candidats pour un entretien d'embauche. Le Parlement a en outre réduit les obstacles aux contrats-types de travail (CTT).

Entre les partenaires sociaux, le dialogue a porté, en début d'année, sur l'extension des mesures d'accompagnement (FlaM). Sous l'égide de la Direction du travail du SECO, le groupe de travail « Besoin d'amélioration de l'exécution et de la lutte contre les abus dans le cadre des mesures d'accompagnement » a tenu six séances, mais sans parvenir à une entente. Ne voyant aucun besoin d'intervenir ni de modifier les FlaM en lien avec la mise en œuvre de l'IIM, l'usam s'est opposée à tout durcissement, notamment à un renchérissement des amendes et aux facilitations concernant les contrats-

types de travail (CTT). Le Conseil fédéral a néanmoins adopté un train de mesures pour le renforcement des FlaM, que l'usam a combattu lors des délibérations parlementaires.

C'est également contre la volonté de l'usam que le Conseil national et le Conseil des Etats ont voté un durcissement de la loi sur les travailleurs détachés et une modification du code des obligations. Il est maintenant possible de prolonger la durée des CTT lorsque sont constatées des infractions répétées à la règle du salaire minimum ou que des indices font craindre que l'ab-

sence de CTT puisse favoriser une nouvelle sous-enchère salariale. Ce pas est une nouveauté qui aboutira forcément à des débats sans fin sur la façon d'interpréter certaines formules, telles que «indices faisant craindre que l'absence de CTT puisse favoriser une nouvelle sous-enchère salariale».

Mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse (IIM)

Après quelques divergences, le Conseil national et le Conseil des Etats se sont accordés, à la session d'hiver 2016, sur la mise en œuvre de l'IIM. De prime abord, le Conseil national se ralliait presque entièrement à la position de l'usam, qui a pu ainsi exercer une influence déterminante sur le résultat final après l'élimination des divergences. Désormais, il y aura obligation de déclarer pour les groupes professionnels dans lesquels le chômage est le plus prononcé et accès exclusif des chômeurs indigènes aux offres d'emploi. Les employeurs invitent

des demandeurs d'emploi adéquats à un entretien d'embauche. En cas de non-embauche, la décision ne doit pas être obligatoirement motivée, mais elle doit être notifiée à l'ORP. Toute infraction intentionnelle sera passible d'une amende. En outre, la Confédération peut prévoir des mesures plus étendues, mais compatibles avec l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Les cantons particulièrement exposés à des problèmes liés aux travailleurs frontaliers peuvent proposer des mesures au Conseil fédéral. La mise en œuvre de l'IIM occasionnera sans doute des coûts supplémentaires aux branches et employeurs concernés. Aucun parti politique n'ayant lancé de référendum, il semble que l'on ait réussi à trouver le plus petit dénominateur commun. D'un point de vue global, on peut donc constater que la mise en œuvre de l'IIM dans sa forme actuelle tient très largement compte des intérêts de l'économie; ce qui ne doit cependant pas occulter le

fait qu'elle ne satisfait pas à une interprétation littérale de la Constitution.

L'initiative RASA («Sortons de l'impasse!»), qui vise à lever l'IIM, est encore pendante, de même qu'un contre-projet du Conseil fédéral à la dite initiative. La Suisse aura encore à s'occuper de questions d'immigration au cours des prochaines années.

Le durcissement de la loi sur les travailleurs détachés et du code des obligations ouvre la porte à d'interminables discussions sur la formulation des contrats de travail.



Organisation







Photo: André Albrecht

Le Congrès suisse des arts et métiers tenu en 2016 a également élu les membres de la Chambre suisse des arts et métiers.

Chambre suisse des arts et métiers

Huit consignes de vote

Les membres de la Chambre suisse des arts et métiers, parlement de l'usam, ont été élus lors du Congrès suisse des arts et métiers tenu le 12 mai 2016 à Berne. Réunie trois fois durant l'exercice, la Chambre a pris position sur huit objets soumis au verdict du peuple.

Ses consignes de vote ont ainsi porté sur les objets suivants :

- « **AVSplus: pour une AVS forte** » : NON (projet rejeté en votation)
- « **Economie verte** » : NON (projet rejeté en votation)
- « **En faveur du service public** » : NON (projet rejeté en votation)
- « **Pour un revenu de base inconditionnel** » : NON (projet rejeté en votation)
- « **Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire** » : NON (projet rejeté en votation)
- « **Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique** » : NON (projet retiré)
- **Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération** : OUI (votation 12 février 2017)
- **Troisième réforme de l'imposition des entreprises** : OUI (votation 12 février 2017)

Comité directeur

Trois nouveaux membres



Photo: André Albrecht

En dépit des énormes défis à relever, 2016 a aussi été l'occasion de vivre de très bons moments, tels qu'ici lors du discours du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann au Congrès suisse des arts et métiers.

Le Comité directeur a siégé quatre fois durant l'exercice, en composition variable, sous la conduite du conseiller national Jean-François Rime, président de l'usam.

Felix Stutz et Kaspar Sutter se sont retirés du Comité directeur de l'usam. Leur ont succédé Olivier Mark (président JardinSuisse) et Georg Staub (président swissstafing), élus lors du Congrès suisse des arts et métiers. Le siège laissé vacant par la conseillère nationale Petra Gössi suite à son élection à la présidence du PLR suisse a été pourvu par la conseillère nationale Daniela Schneeberger, présidente de FIDUCIAIRE|SUISSE.

En 2016, le Comité directeur s'est longuement penché sur la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, l'avenir de la prévoyance vieillesse, l'évolution des finances fédérales et les exigences en matière de politique énergétique durable. Il a en outre étudié le projet de frein à la réglementation, dont le but doit être non seulement de réduire les coûts réglementaires actuels, mais aussi d'empêcher l'introduction de nouveaux coûts.

L'usam mise sur de solides canaux de communication

La *Schweizerische Gewerbezeitung* *sgz* et le *Journal des arts et métiers jam* demeurent la voix des PME 133 ans après leur lancement. Publiés au rythme de 20 et 12 éditions par an, ils posent un regard critique sur la vie politique et économique suisse. Les tirages restent élevés : au 1^{er} octobre 2016, la *sgz* tirait à 106726 exemplaires et le *jam* à 34992 exemplaires certifiés REMP.

Fin mars, Stéphanie Jenzer a quitté la rédaction après avoir achevé avec succès sa formation à l'école suisse de journalisme de Lucerne ; elle a été remplacée par Adrian Uhlmann, qui va suivre la même voie. Mi-2016, Céline Komer a succédé à Stefanie Zehr au secrétariat. Dario Derendinger a réussi son apprentissage d'employé de commerce profil B et s'est dirigé, armé d'un bon bagage, vers un nouveau domaine d'activité. Au 31 décembre 2016, l'usam employait 23

collaborateurs (21,9 équivalents plein temps).

La 67^e Conférence d'hiver de Klosters a réuni plus de 220 participants. Consacrés à la société vieillissante et à ses conséquences, exposés et tables rondes ont suscité un vif intérêt. La manifestation de trois jours s'est conclue par une intervention remarquée de l'entrepreneur Werner Kieser, pionnier du fitness suisse. Les 49^{es} Journées romandes des arts et métiers tenues en juin à Champéry ont rassemblé quelque 120 participants et donné lieu à des discussions et exposés captivants. Propices aux échanges d'expérience, les trois rencontres organisées avec les Unions cantonales des arts et métiers ont permis de traiter de sujets nationaux et cantonaux importants.

La Schwarztorstrasse 26 ne connaît pas l'immobilisme!





Fonds de protection

Organisation d'entraide des arts et métiers

Le conseil d'administration du Fonds de protection des arts et métiers suisses a siégé deux fois en 2016. L'organisation d'entraide des arts et métiers a soutenu la campagne de vote suivante:

- votation populaire «NON au nouvel impôt Billag sur les médias»

Organisation

Institutions PME







Photo: André Albrecht

Affichant complet, synergy 2016 a accueilli 650 participants. Les Femmes PME Suisse étaient bien sûr de la manifestation.



KMU *Frauen* Schweiz

Femmes PME Suisse

Donne PMI Svizzera

Renforcement de l'organisation des femmes

Le brevet de spécialiste en gestion de PME par la procédure de validation des acquis jouit d'une considération croissante.

De concert avec le SIU (Schweizerisches Institut für Unternehmensschulung) et l'IFCAM (Institut suisse pour la formation des cadres d'entreprise), à Lausanne, les Femmes PME Suisse ont mis en place deux centres de compétences pour la validation des acquis en matière de gestion d'entreprise. La procédure de suivi qui, sans fréquentation d'une école, donne accès au brevet fédéral de gestionnaire de PME est maintenant bien établie; elle peut se développer et se faire connaître. En

Suisse romande, des femmes PME ont en outre fondé une organisation autonome: l'Association des Femmes PME Suisse Romande. Les femmes sont donc maintenant représentées par un groupe de Femmes PME au sein de chaque Union cantonale des arts et métiers.

www.femmespmesuisse.ch

La Fondation PME Suisse lance la plateforme d'experts helpy.ch

Le 1^{er} mai 2016, la Fondation PME Suisse a lancé la plateforme d'experts helpy.ch. Fin 2016, trente experts avaient conclu une coopération avec la plateforme, leurs services étant recommandés aux PME et proposés gratuitement pour ce qui est du premier contact personnel. En outre, au moyen de liens externes, helpy.ch mentionne comme partenaires plus de 100 organisations et PME qui bénéficient ainsi d'un accroissement de leur visibilité et du nombre de clics enregistrés sur le site. Fin 2016, plus de 20 000 utilisateurs étaient enregistrés sur helpy.ch.

Avec helpy.ch, la Fondation PME Suisse atteint son objectif à l'ère de la numérisation. La fondation a pour but de fournir des informations et de favoriser l'échange d'expériences dans le réseau PME.

helpy.ch est ouvert à toutes les PME ainsi qu'aux organisations qui leurs sont proches: moyennant une cotisation de 500 francs par an, celles-ci peuvent adhérer à la plateforme en tant que partenaires: <http://www.helpy.ch/partner-werden/>. Les partenaires de helpy.ch deviennent ainsi membres de la Fondation PME Suisse et peuvent participer gratuitement à synergy, plus grand rendez-vous des PME suisses.

L'édition 2016 de synergy a été un franc succès pour la Fondation PME Suisse. Réunissant 650 participants, la manifestation du 2 novembre 2016 au Kursaal de Berne, sous le thème des technologies numériques, a affiché complet.

www.stiftung-kmu.ch
www.synergy-schweiz.ch
www.helpy.ch

Sûre comme la Suisse

«proparis – sûre comme la Suisse». Le slogan publicitaire de la fondation collective est vraiment pertinent, à plus forte raison en période d'insécurité et de turbulences sur les marchés. Grâce à sa large assise dans les arts et métiers, à ses structures sveltes et à la solide garantie que lui confèrent de grandes compagnies d'assurance, proparis fait profiter ses assurés de sa constance et de sa sécurité. Tel est le bilan de l'année 2016.

Lors de la 60^e assemblée ordinaire de la fondation, en juin 2016, les délégués ont élu à la vice-présidence Aldo Ferrari (Unia), représentant syndical. Le nouvel élu remplace Rolf Frehner (Unia) qui a pris sa retraite de vice-président mais reste membre du Conseil de fondation. Les délégués ont pris acte des résultats globalement positifs de 2015: avec un nombre d'assurés en légère hausse, la fondation a enregistré un bilan sans précédent, de près de 6 milliards de francs. La performance des placements (2,1 %) a été supérieure à la moyenne de la branche. Le taux de couverture était de 108,8 % à la fin de l'année.

www.proparis.ch

IFCAM: un exercice 2016 réussi

L'Institut suisse pour la formation des cadres d'entreprise (IFCAM) peut se féliciter de la réussite de l'exercice 2016. Chiffres d'affaires, bénéfices et nombre de participants sont restés constants et ont même augmenté dans les formations continues des arts et métiers. La collaboration s'est intensifiée et renforcée avec diverses associations professionnelles des arts et métiers.

Les conférenciers, la conception pédagogique et le matériel didactique spécialement conçu pour les formations jouissent d'une large reconnaissance et le taux de réussite des participants atteint un niveau élevé. Fin 2016, l'IFCAM a décidé de se lancer dans la formation de la branche électrotechnique et proposera, à partir de l'automne 2017, les formations continues d'électricien chef de projet avec brevet fédéral (selon le nouveau règlement) et de technicien diplômé ES en électrotechnique.

Autre nouveauté à relever tout particulièrement, le lancement d'un modèle d'enseignement d'un genre nouveau: le high-voltage-learning®. La combinaison sophistiquée de cours dispensés selon les méthodes pédagogiques traditionnelles avec des leçons en vidéoconférence et des vidéos didactiques promet un enseignement captivant.

Notre service de conseil se réjouit de vous fournir de plus amples informations (tél. 044 515 72 27).

www.ifcam.ch



Organes et organisations membres

Comité directeur

Etat au 1^{er} janvier 2017

Présidence



Rime Jean-François
Président d'honneur de l'Industrie du bois Suisse, conseiller national Bulle

Vice-présidence



Büttiker Rolf
Präsident Schweizer Fleisch-Fachverband Wolfwil



Fournier Jean-René
Président de l'Union valaisanne des arts et métiers, conseiller aux Etats Sion

Membres



Berdoz André
Président de la Chambre vaudoise des arts et métiers Grandvaux



Flückiger-Bäni Sylvia
Präsidentin Lignum, Holzwirtschaft Schweiz und Vizepräsidentin Aargauischer Gewerbeverband, Nationalrätin Schöftland



Gubler Robert E.
Ehrenpräsident Kantonaler Gewerbeverband Zürich Zürich



Lardi Gian-Luca
Zentralpräsident Schweizerischer Baumeisterverband Lugano



Lenz Toni
Präsident Berner KMU Langnau



Lustenberger Ruedi
Ehrenpräsident Verband Schweizerischer Schreinermeister und Möbelfabrikanten und Präsident SWISS LABEL Romoos



Mark Olivier
Président de JardinSuisse Clarens



Platzer Casimir
Präsident GastroSuisse Kandersteg



Schneeberger Daniela
Zentralpräsidentin TREUHAND|SUISSE, Nationalrätin Thürnen



Senn Pierre Daniel
Vice-président de l'Union professionnelle suisse de l'automobile UPSA Neuchâtel



Staub Georg
Président swissstaffing Dübendorf



Züllig Andreas
Président hotelleriesuisse Lenzerheide

Présidents et membres d'honneur

Etat au 1^{er} janvier 2017

Présidents d'honneur

Engelberger Edi sen. seit 2010

Früh Hans Rudolf seit 2004

Membres d'honneur

Barde Michel depuis 2008

Bartlome Hansueli seit 1997

Beck Jürg seit 2010

Berger Antoine seit 2010

Bezzola Duri seit 2008

Bosson Roger depuis 2004

Bürgi Arthur seit 2008

Collé Daniel depuis 2008

Dillier Ruedi seit 2004

Dobler Ernst seit 1994

Donauer Josef seit 1997

Frei Xaver seit 1985

Käppeli Josef seit 2008

Margot Pierre-Daniel depuis 2004

Mettler Jan seit 2008

Mino Claude depuis 2000

Repond Bernard depuis 2008

Romano Rodolphe depuis 2008

Scheidegger Rudolf seit 2008

Schlosser Alfred seit 2008

Slongo-Albrecht Marianne seit 2008

Spaltenstein Alfred seit 1988

Weibel Alois seit 2008

Wenger Jean depuis 2010

Widrig Hans Werner seit 2008

Zimmerli Hansjörg seit 2008

Chambre suisse des arts et métiers Etat au 1^{er} janvier 2017

Représentants des Unions cantonales des arts et métiers

Bizzini Silvio

Delegato Camera di commercio, dell'industria, dell'artigianato e dei servizi del Cantone Ticino

Brunner Hansjörg

Präsident Thurgauer Gewerbeverband

Buchser Barbara

Präsidentin Kantonaler Gewerbeverband Schaffhausen

Coudray Jacques-Roland

Membre du Conseil de l'Union valaisanne des arts et métiers

De Haan John

Präsident Gewerbeverband Obwalden

Engelberger Edi jun.

Präsident Nidwaldner Gewerbeverband

Erni Kurt sen.

Präsident Gewerbeverband des Kantons Zug

Fisch Karl

Präsident Kantonal-Schwyzerischer Gewerbeverband

Hartmann Andreas

Präsident Kantonaler Gewerbeverband St. Gallen

Kubli Josef

Präsident Gewerbeverband des Kantons Glarus

Manser Albert

Präsident Kantonaler Gewerbeverband Appenzell Innerrhoden

Matthey Blaise

Directeur général de la Fédération des Entreprises Romandes Genève

Meister Marianne

Präsidentin Kantonal-Solothurnischer Gewerbeverband

Morand Jacques

Président de la Chambre patronale du canton de Fribourg

Riat Patrick

Président de la Fédération des Entreprises Romandes de l'Arc jurassien

Rohner René

Präsident Gewerbeverband Appenzell Ausserrhoden

Röthlisberger René

Präsident Wirtschaft Uri

Rutschmann Hans

Präsident Kantonaler Gewerbeverband Zürich

Schädler Urs

Präsident Bündner Gewerbeverband

Schmid Kurt

Präsident Aargauischer Gewerbeverband

Schneider Andreas

Präsident Wirtschaftskammer Baselland

Schweizer Marcel

Präsident Gewerbeverband Basel-Stadt

Vonarburg Roland

Präsident Gewerbeverband Kanton Luzern

Wenger Jean

Vice-président de l'Union cantonale neuchâteloise des arts et métiers

Représentants des associations professionnelles suisses

Groupe Construction

Bisig Walter

Präsident Genossenschaft Gebäudehülle Schweiz

Burkhalter Peter

Präsident swissbrick.ch, Verband Schweizerische Ziegelindustrie und Vorstandsmitglied Verein Green Building Schweiz

Freda Mario

Zentralpräsident Schweizerischer Maler- und Gipserunternehmer-Verband

Gasser Josias F.

Mitglied Verband des Schweizerischen Baumaterial-Handels

Glauser Martin

Vorstandsmitglied BodenSchweiz, Verband Bodenbelagsfachgeschäfte

Huser Daniel

Zentralpräsident suissetec, Schweizerisch-Liechtensteinischer Gebäudetechnikverband

Iten Thomas

Zentralpräsident Verband Schweizerischer Schreinermeister und Möbelfabrikanten

Jungo Marius

Vizepräsident Fachverband der Schweizerischen Kies- und Betonindustrie

Kunz Hans

Zentralpräsident AM Suisse

Massonnet Philippe

Délégué de la Fédération romande de métiers du bâtiment

Rupli Hans

Zentralpräsident Holzbau Schweiz, Verband Schweizer Holzbau-Unternehmungen

Tschirky Michael

Zentralpräsident Verband Schweizerischer Elektro-Installationsfirmen

Groupe Production

Edelmann Peter

Präsident viscom, swiss print & communication association

Goethe Roland

Präsident SWISSMECHANIC Schweizerischer Verband mechanisch-technischer Betriebe

Morand Julien

Président de la Fédération suisse des spiritueux

Ponti Silvio

Präsident Swiss Plastics

Scherrer Werner

Delegierter Verband Schweizerischer
Messerschmied-Meister und verwandter
Berufsgruppen

Schlessinger Lionel

Präsident Verband der Schweizerischen
Lack- und Farbenindustrie

Tanner Florian

Präsident Verband Werbetechnik+Print

**Groupe Alimentation et
agriculture****Aschwanden Hans**

Präsident FROMARTE, Dachverband der
Schweizer Käsespezialisten

Hotz Silvan

Präsident Schweizerischer Bäcker-
Confiseurmeister-Verband

Hug Hans

Ehrenpräsident Schweizerischer
Rauhfuterverband

Müller Marc

Vizepräsident Dachverband
Schweizerischer Müller

Ryffel Beat

Präsident Schweizerischer Floristenverband

Zemp Markus

Präsident Schweizer Brauerei-Verband

Groupe Transport et énergie**Amstutz Adrian**

Zentralpräsident ASTAG, Schweizerischer
Nutzfahrzeugverband, Nationalrat

Emch Thomas

Verwaltungsratspräsident Schweizerische
Elektro-Einkaufs-Vereinigung eev
Genossenschaft

Faucherre Jean-Daniel

Vice-président de l'Association suisse des
transports routiers ASTAG

Späti Kurt

Zentralvorstands- und Geschäftsleitungs-
mitglied Schweizerischer Carrosserieverband

Wernli Urs

Zentralpräsident AGVS
Auto Gewerbe Verband Schweiz

Groupe Commerce**Bruggmann Peter**

Präsident ASMAS Sportfachhandel Schweiz

Gmür Alois

Zentralpräsident Verband Schweizerischer
Getränkegrossisten, Nationalrat

Kellenberger Thomas

Verbandsleitungsmitglied Verband
Schweizerischer Radio-, TV- und
Multimediafachhandel

Mächler Alex

Präsident imagingswiss – der Fotoverband

Mautz Marcel

Präsident Schweizerischer Verband der
Lebensmittel-Detaillisten VELEDES

Nicklès Daniel

Vorstandsmitglied Verband Schweizer
Goldschmiede und Uhrenfachgeschäfte

Spiess Dieter

Präsident schuhschweiz

Vifian Hannes

Präsident Verband Schweizer Möbelhandel
und -industrie möbelschweiz

Groupe Loisirs et tourisme**Lombardi Filippo**

Presidente Comunicazione Svizzera e presi-
dente onorario Associazione passeggeri aerei
della Svizzera, Consigliere agli Stati

Müller Leo

Rechtsanwalt und Notar, Nationalrat

Groupe Santé**Bangerter Martin**

Zentralpräsident Schweizerischer
Drogistenverband

Burkard Peter Michael

Vicepresidente pharmaSuisse
Società Svizzera dei Farmacisti

Gysin Hans Rudolf

Ehrenpräsident Intergenerika und ehemaliger
Direktor Wirtschaftskammer Baselland

Meier Susan

Vizepräsidentin Schweizer Fachverband
für Kosmetik

Groupe Services**Egeli Raoul**

Präsident Schweizerischer Verband
Creditreform

Kohler Pierre

Président de SUISSEDIGITAL

Ojetti Damien

Président central de coiffureSUISSE

Papritz Christoph

Delegierter Verband Textilpflege Schweiz

Schwenninger Marc

Rechtskonsulent Kommunikation Schweiz

Suter Willi

Verwaltungsratspräsident Pistor Holding
Genossenschaft

**Groupe Promotion des arts et
métiers****Charmey Christiane**

Présidente de Femmes PME Suisse romande

Wicht Jean-Pierre

Ancien président de la Coopérative romande
de cautionnement – PME

Organes

Chambre suisse des arts et métiers

Membres désignés par le Comité directeur

Bischofberger Ivo
Ständeratspräsident

Dürr Andreas
Delegierter SVIT Schweiz, Schweizerischer
Verband der Immobilienwirtschaft

Feller Olivier
Directeur de la Chambre vaudoise
immobilière, conseiller national

Grüter Franz
Unternehmer, Nationalrat

Küng Eveline
Präsidentin Verband Schweizerischer
Inkassotreuhandinstitute

Netzer Marco
Vorstandsmitglied Vereinigung
Schweizerischer Assetmanagement- und
Vermögensverwaltungsbanken

Schilliger Peter
Ehrenpräsident suissetec, Schweizerisch-
Liechtensteinischer Gebäudetechnikverband,
Nationalrat

Liste des organisations membres

Etat au 1^{er} janvier 2017

Unions cantonales des arts et métiers

Aargauischer Gewerbeverband AG
www.agv.ch

Berner KMU BE
www.bernerkmu.ch

Bündner Gewerbeverband GR
www.kgv-gr.ch

Camera di commercio, dell'industria, dell'artigianato e dei servizi del Cantone Ticino TI
www.cc-ti.ch

Chambre vaudoise des arts et métiers VD
www.centrepatronal.ch

Fédération des Entreprises Romandes de l'Arc jurassien JU
www.fer-arcju.ch

Fédération des Entreprises Romandes Genève GE
www.fer-ge.ch

Gewerbeverband Appenzell Ausserrhoden AR
www.gewebear.ch

Gewerbeverband Basel-Stadt BS
www.kmu-channel.ch

Gewerbeverband des Kantons Glarus GL
www.glarnergewerbe.ch

Gewerbeverband des Kantons Zug ZG
www.zugergewerbe.ch

Gewerbeverband Kanton Luzern LU
www.gewerbeverband-lu.ch

Gewerbeverband Obwalden OW
www.gewerbeverband-ow.ch

Kantonaler Gewerbeverband Appenzell Innerrhoden AI
www.kgv-ai.ch

Kantonaler Gewerbeverband Schaffhausen SH
www.gewerbe-sh.ch

Kantonaler Gewerbeverband St. Gallen SG
www.gewebesg.ch

Kantonaler Gewerbeverband Zürich ZH
www.kgv.ch

Kantonal-Schwyzerischer Gewerbeverband SZ
www.ksgv.ch

Kantonal-Solothurnischer Gewerbeverband SO
www.kgv-so.ch

Nidwaldner Gewerbeverband NW
www.gewerbe-nw.ch

Thurgauer Gewerbeverband TG
www.tgv.ch

Union cantonale neuchâteloise des arts et métiers NE
www.cnci.ch

Union Patronale du Canton de Fribourg FR
www.unionpatronale.ch

Union valaisanne des arts et métiers VS
www.uvam-vs.ch

Wirtschaft Uri UR
www.wirtschaft-uri.ch

Wirtschaftskammer Baselland BL
www.kmu.org

Groupe Construction

AM Suisse
www.amsuisse.ch

Association des Fabricants de Clôtures Suisses
www.vsz-afcs.ch

Association des fournisseurs suisses de systèmes pour la protection contre le soleil et les intempéries
www.storen-vsr.ch

Association Green Building Suisse
www.greenbuilding.ch

Association suisse de la branche des portes
www.vst.ch

Association Suisse de l'industrie des Graviers et du Béton
www.asgb.ch

Association suisse des carrières de roches dures
www.vsh-web.ch

Association suisse des entrepreneurs plâtriers-peintres
www.asepp.ch

Association suisse des entreprises pour systèmes de plafonds et d'aménagements intérieurs
www.vsd-innenausbau.ch

Association suisse des maîtres paveurs
www.pflaesterer.ch

Association Suisse des Maîtres Ramoneurs
www.ramoneur.ch

Association Suisse des Marchands de Matériaux de Construction
www.asmmc.ch

Association Suisse du Carrelage
www.plattenverband.ch

Association Suisse du Commerce de l'Acier et de la Technique du Bâtiment
www.sshv.ch

cemsuisse, Association de l'industrie suisse du ciment
www.cemsuisse.ch

CITEC Suisse, Association pour la protection des eaux et la sécurité des citernes
www.citec-suisse.ch

Communauté d'intérêts de l'Industrie Suisse du Parquet
www.parkett-verband.ch

Coopérative Enveloppe des édifices Suisse
www.gh-schweiz.ch

Développement Suisse
www.developpement-suisse.ch

Fédération romande de métiers du bâtiment

Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture
www.frepp.ch

feusuisse, Association des Poêliers-Fumistes, Carreleurs et Conduits de fumée
www.feusuisse.ch

Liste des organisations membres

FRECEM, Fédération Romande des
Entreprises de Charpenterie, d'Ebénisterie et
de Menuiserie
www.frecem.ch

HG COMMERCIALE, Société Commerciale
de la Société Suisse des Entrepreneurs
www.hgc.ch

Holzbau Schweiz, Association suisse des
entreprises de construction en bois
www.holzbau-schweiz.ch

Industrie du bois Suisse, Association suisse
des scieries et de l'industrie du bois
www.holz-bois.ch

ISOLSUISSE, Association suisse des
maisons d'isolation
www.isolsuisse.ch

Lignum, Economie suisse du bois
www.lignum.ch

PAVIDENSA, Etanchéités Revêtements
Suisse
www.pavidensa.ch

Société des Entrepreneurs Suisses en
Echafaudages
www.sguv.ch

Société Suisse des Entrepreneurs
www.baumeister.ch

Société suisse des sculpteurs et marbriers
www.vsbs.ch

SolSuisse, Association suisse des commerces
spécialisés dans les revêtements de sol
www.solsuisse.ch

suissetec, Association suisse et
liechtensteinoise de la technique du bâtiment
www.suissetec.ch

SVIT Suisse, Association suisse de
l'économie immobilière
www.svit.ch

swissbrick.ch, Association suisse de
l'industrie de la terre cuite
www.swissbrick.ch

Union suisse de la pierre naturelle
www.nvs.ch

Union Suisse des Installateurs-Electriciens
www.usie.ch

Union suisse des maîtres tourneurs
www.drechsler-verband.ch

Union suisse des professionnels de
l'immobilier
www.uspi.ch

Verband Schweizerischer Schreinermeister
und Möbelfabrikanten
www.vssm.ch

Groupe Production

Association de l'industrie graphique suisse
www.industrie-graphique.ch

Association des réalisateurs publicitaires
www.verband-werbetchnik-print.ch

Association suisse des armuriers et
négociants d'armes spécialisés
www.sbv-asa.ch

Association Suisse des Fabricants et
Fournisseurs d'Appareils électrodomestiques
www.fea.ch

Association suisse des maîtres couteliers et
de branches annexes

Association suisse des maîtres tailleurs
www.schneidermeisterverband.ch

Association suisse des maîtres tonneliers

COPYPRINTSUISSE
www.copyprintsuisse.ch

Institut Suisse de l'Emballage
www.svi-verpackung.ch

interieursuisse, Association suisse des
maisons d'aménagement intérieur
www.interieursuisse.ch

Swiss Plastics
www.swiss-plastics.ch

SWISSMECHANIC, Association suisse
d'entreprises mécaniques et techniques
www.swissmechanic.ch

Union suisse de l'industrie des vernis et
peintures
www.vslf.ch

Union suisse des fabricants de timbres
www.stempelfabrikanten.ch

Union Suisse des Graveurs
www.graveurverband.ch

Union suisse des maîtres chaudronniers

Union suisse des métiers de la mode
www.smgv-usmm.ch

viscom, swiss print & communication
association
www.viscom.ch

VSS lubes, Association de l'industrie suisse
des lubrifiants
www.vss-lubes.ch

Groupe Alimentation et agriculture

Association suisse des brasseries
www.bier.ch

Association suisse des fabricants d'aliments
fourragers
www.vsf-mills.ch

Association suisse des fabricants de cigares

Association suisse des fleuristes
www.florist.ch

Association suisse des laiteries moyennes

Association suisse des négociants en
fourrages

Association suisse des patrons
boulangers-confiseurs
www.swissbaker.ch

Association suisse du commerce de céréales
et matières fourragères
www.vsgf.ch

Association Suisse du Commerce des Vins
www.ascv-vsw.ch

CENTRAVO SA
www.centravo.ch

Fédération des Meuniers Suisses
www.dsm-fms.ch

Fédération suisse des spiritueux
www.wineandspirit.ch

FROMARTE, Association faitière des artisans suisses du fromage
www.fromarte.ch

Fruit-Union Suisse
www.swissfruit.ch

JardinSuisse, Association suisse des entreprises horticoles
www.jardinsuisse.ch

Société coopérative suisse des fabricants de fromage à pâte molle et mi-dure
www.cheese.ch

Société suisse des importateurs et marchands de comestibles
www.casic.ch

Swiss Cigarette
www.swiss-cigarette.ch

SWISSCOFEL, Association Suisse du Commerce Fruits, Légumes et Pommes de terre
www.swisscofel.ch

Syndicat suisse des marchands de bétail
www.viehhandel-schweiz.ch

Union Professionnelle Suisse de la Viande
www.metzgerei.ch

Groupe Transport et énergie

2roues Suisse, Association de la branche du commerce spécialisé des véhicules deux-roues
www.2radschweiz.ch

AEROSUISSE, Fédération faitière de l'aéronautique et de l'aérospatiale suisses
www.aerosuisse.ch

Association des exploitants de shops de stations-service suisses
www.tankstellenshops.ch

Association du commerce automobile indépendant suisse
www.vfas.ch

Association suisse d'achats électro aae société coopérative
www.eev.ch

Association Suisse des Constructeurs Navals
www.bootbauer.ch

Association Suisse des Propriétaires de Dragues et Chalands
www.lastschiffverband.ch

ASTAG, Association suisse des transports routiers
www.astag.ch

auto-suisse, Association des importateurs suisses d'automobiles
www.auto-suisse.ch

caravaningsuisse, Union professionnelle suisse de la caravane
www.caravaningsuisse.ch

ESA - Organisation d'achat de la branche suisse de l'automobile et des véhicules à moteur
www.esa.ch

Fédération des Carrossiers Romands
www.fcr.ch

FIGAS, Fiduciaire de la branche automobile suisse SA
www.figas.ch

SAA Swiss Automotive Aftermarket
www.aftermarket.ch

Swiss Helicopter Association
www.sha-swiss.ch

Swissoil.ch
www.swissoil.ch

Union Suisse des Carrossiers
www.vsci.ch

UPSA, Union professionnelle suisse de l'automobile
www.agvs-upsa.ch

Groupe Commerce

ASMAS Commerce de sport Suisse
www.sportbiz.ch

Association du Commerce d'Art de la Suisse
www.khvs.ch

Association Suisse de Vente à Distance
www.vsv-versandhandel.ch

Association suisse des commissaires-priseurs
www.auktionatoren.ch

Association suisse des détaillants d'articles de voyage et de maroquinerie
www.vsrld.ch

Association suisse des détaillants en alimentation VELEDES
www.veledes.ch

Association suisse des distributeurs de boissons
www.vsg-asdb.ch

Association Suisse des magasins spécialisés en Horlogerie et Bijouterie
www.detail.ch

Association suisse des négociants de kiosques
www.skiv.ch

Association Suisse des Négociants en Philatélie
www.sbhv.ch

Association Suisse pour la Vente Directe
www.svdf.ch

chaussuresuisse
www.schuhschweiz.ch

Communauté du commerce suisse en tabacs
www.swiss-tobacco.ch

ElectronicPartner Suisse SA
www.electronicpartner.ch

Liste des organisations membres

imagingswiss – der Fotoverband
www.imagingswiss.ch

möbelschweiz, Association suisse industrie et négoce du meuble
www.moebelschweiz.ch

SWISS LABEL, Société pour la promotion des produits et services suisses
www.swisslabel.ch

Swissavant, Association économique Artisanat et Ménage
www.swissavant.ch

SwissFur, Association professionnelle suisse de la fourrure
www.swissfur.ch

Syndicat Suisse des Antiquaires & Commerçants d'Art
www.vsak.org

Union suisse des commerces spécialisés en radio, télévision et multimédia
www.vsert-usrt.ch

Union suisse des marchands de cuir

Union suisse des marchands forains
www.marktverband.ch

Union suisse des papeteries
www.papeterie.ch

Union suisse du commerce de lait, beurre et fromage

Groupe Loisirs et tourisme

Association Suisse des Guides de Montagne
www.4000plus.ch

CafetierSuisse
www.cafetier.ch

Fédération Suisse des Casinos
www.switzerlandcasinos.ch

GastroSuisse, Fédération de l'hôtellerie et de la restauration
www.gastrosuisse.ch

hotelleriesuisse, Société suisse des hôteliers
www.hotelleriesuisse.ch

Photomed, Association solariums suisses
www.photomed.ch

ProCinema, Association suisse des exploitants et distributeurs de films
www.procinema.ch

Société romande des commerçants itinérants

Swiss Catering Association, Association faitière de la restauration collective
www.swisscatering.ch

Swiss Outdoor Association
www.swissoutdoorassociation.ch

SWISSPLAY, Association suisse de la branche des automates de jeux
www.swissplay-public.sharepoint.com

Groupe Santé

AKUSTIKA, Association suisse des audioprothésistes
www.akustika.ch

ASEPIB, Association Suisse d'Esthéticiennes Propriétaires d'Instituts de Beauté
www.asepib.ch

Association ARTISANA
www.artisana.ch

Association Pied & Chaussure
www.fussunds Schuh.ch

Association Spitex privée Suisse
www.spitexprivéesuisse.ch

Association suisse des droguistes
www.drogistenverband.ch

Association suisse des médecins indépendants travaillant en cliniques privées et hôpitaux
www.asmi.ch

Association Suisse des Pharmacies de Service Direct
www.vsva.ch

Association Suisse des Spécialistes de l'Audition
www.verband-hoerakustik.ch

Association Suisse des Spécialités Pharmaceutiques Grand Public
www.assgp.ch

Association suisse des techniciens en orthopédie
www.svot.ch

Association Suisse du Commerce Dentaire
www.svdh.ch

Cliniques Privées Suisses
www.privatehospitals.ch

FASMED, Fédération des associations suisses du commerce et de l'industrie de la technologie médicale
www.fasmed.ch

Fédération Suisse des Centres Fitness et de Santé
www.fscf.ch

Foederatio Medicarum Practicarum
www.fmp-net.ch

Groupe Mutuel Assurances
www.groupemutuel.ch

IG FBF, Interessengemeinschaft Fachbetriebe für behindertengerechte Fahrzeugumbauten
www.igfbf.ch

Intergenerika
www.intergenerika.ch

OPTIQUESUISSE, Association d'optométrie et d'optique
www.optiquesuisse.ch

pharmaSuisse, Société Suisse des Pharmaciens
www.pharmasuisse.org

Schweizer Fachverband für Kosmetik SFK
www.sfkinfo.ch

Swiss Dental Laboratories
www.vzls.ch

swiss safety, Association suisse d'entreprises EPI
www.swiss-safety.ch

Groupe Services

adlatus Suisse, Réseau d'expérience et de compétences

www.adlatus.ch

Allpura, Association des entreprises suisses en nettoyage

www.allpura.ch

Association de Banques Suisses de Gestion

www.vav-abg.ch

Association des Banquiers Privés Suisses

www.swissprivatebankers.ch

Association des entreprises suisses de services de sécurité

www.vssu.org

Association des industries créatives de Suisse

www.kreativwirtschaft.ch

Association professionnelle des détectives privés suisses

www.fspd.ch

Association PRS PET-Recycling Schweiz

www.petrecycling.ch

Association suisse de network marketing

www.svnm.ch

Association Suisse des Banques de Crédit et Etablissements de Financement

www.vskf.org

Association suisse des entreprises d'entretien des textiles

www.textilpflege.ch

Association Suisse des Gérants de Fortune

www.vsv-asg.ch

Association Suisse des Sociétés de Factoring

www.factoring-verband.ch

Association Suisse des Sociétés de Leasing

www.leasingverband.ch

Association Suisse des Sociétés Fiduciaires de Recouvrement

www.vsi1941.ch

Association Suisse pour la Formation des Cadres

www.svf-asfc.ch

Association suisse pour les techniques de l'environnement

www.svut.ch

Assurance des métiers Suisse

www.assurance-des-metiers.ch

BfB Société fiduciaire

www.bfb.ch

Bureau Suisse de Coordination pour Feux d'artifice

www.feuerwerk-skf.ch

coiffureSUISSE, Association suisse de la coiffure

www.coiffuresuisse.ch

Communication Suisse, Organisation faîtière de la communication commerciale

www.ks-cs.ch

Fédération Suisse des Ecoles Privées

www.swiss-schools.ch

FICAL Coopérative de financement

www.fical.ch

FIDUCIAIRE[SUISSE], Union Suisse des Fiduciaires

www.treuhand-suisse.ch

Forum OAR, Forum suisse des organismes d'autorégulation

www.forum-sro.ch

Gewerbe-Treuhand AG

www.gewerbe-treuhand.ch

greenSys AG

www.greensys.ch

OBT SA

www.obt.ch

Pistor SA, Service de boulangerie-pâtisserie-gastronomie

www.pistor.ch

Publicité Extérieure Suisse

www.aussenwerbung-schweiz.ch

SIBA, Association Suisse des Courtiers en Assurances

www.siba.ch

SUISSEDIGITAL, Association des réseaux de communication

www.suisseedigital.ch

swiss export, Association suisse d'exportation

www.swiss-export.com

swissstaffing, Union suisse des services de l'emploi

www.swissstaffing.ch

Union Suisse Creditreform

www.creditreform.ch

Verband Schweizerischer Handelsschulen

www.handelsschulverband.ch

Groupe Promotion des arts et métiers

Allgemeine Gewerbeschule Basel

www.agsbs.ch

ASGA Pensionskasse

www.asga.ch

BG OST-SÜD, Bürgschaftsgenossenschaft für KMU

www.bghost.ch

Caisse de compensation des arts et métiers suisses

www.ak105.ch

CC Centre, Coopérative de Cautionnement pour PME

www.bgm-ccc.ch

Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie

www.cnci.ch

Chambre valaisanne de commerce et d'industrie

www.cci-valais.ch

Coopérative romande de cautionnement – PME

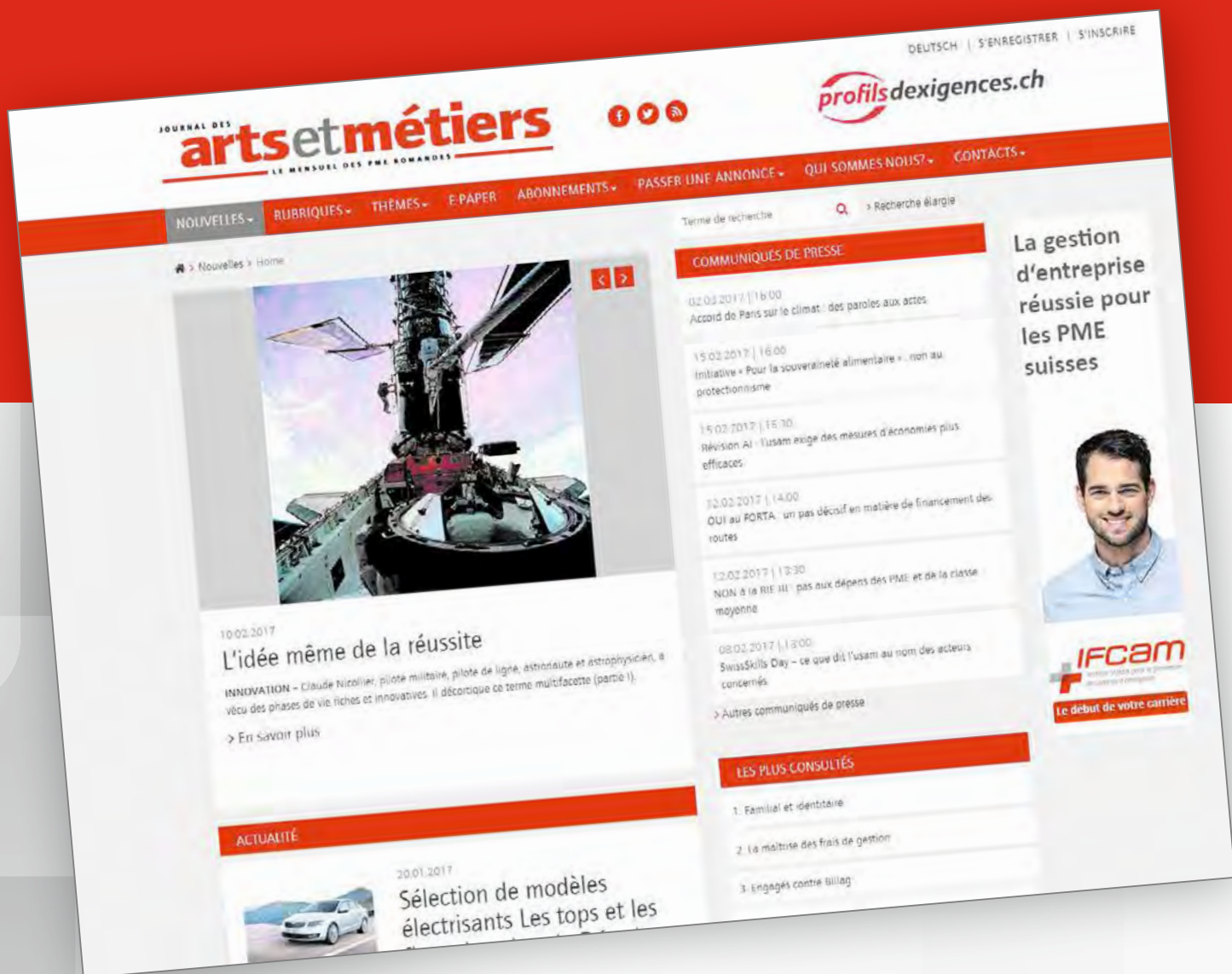
www.crcpme.ch

Liste des organisations membres

IFCAM, Institut suisse pour la formation des
cadres d'entreprise
www.ifcam.ch

proparis, Prévoyance arts et métiers Suisse
www.proparis.ch

Société coopérative NEuchâtel Interface PME
www.crcpme.ch



Le Journal des arts et métiers
en ligne et en kiosque

www.arts-et-metiers.ch




usam – Numéro 1 des PME suisses

Schweizerischer Gewerbeverband

Union suisse des arts et métiers

Unione svizzera delle arti e mestieri

Schwarztorstrasse 26, case postale, 3001 Berne · téléphone 031 380 14 14, fax 031 380 14 15 · info@sgv-usam.ch

www.sgv-usam.ch |  [@gewerbeverband](https://twitter.com/gewerbeverband) |  www.facebook.com/usamsgv